



Bund gegen Anpassung

L'Union contre le Conformisme

www.bund-gegen-anpassung.com
10-08-2011

Discours de la représentante de l'Union contre le conformisme lors du congrès fondateur de l'Association internationale de la Libre Pensée à Oslo le 10 août 2011

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Le pape est un gars tout à fait antipathique. Au moins antipathique pour tous ceux qui eux-mêmes ont de la sympathie pour la liberté, la raison et la tolérance, même si ceux-là ne sont plus beaucoup depuis Hitler et ensuite la domination mondiale des Etats-Unis.

Son pouvoir est fondé sur de l'endoctrinement et sur de la violence qui sont exercés de préférence sur des personnes qui se trouvent eux-mêmes dans des situations vulnérables, surtout sur des enfants mais aussi sur des adultes en particulier dans le cas où ils sont confrontés à la maladie, la mort ou toute autre forme de détresse. Ce qui produit des individus qui souffrent d'un neuroticisme de base, des individus affaiblis s'il s'agit de penser logiquement ou de défendre leurs propres intérêts. Par conséquent, l'Eglise combat, comme toute autre religion qui accède au pouvoir, tout modèle contraire, que ce soit un modèle de concurrence fondé sur la religion ou sur la raison. La religion les combat parce que **tout** compétiteur peut élargir la marge de la critique des dogmes religieux, que ce soit une critique individuelle ou sur-individuelle.

Mais pour exercer son pouvoir le pape a besoin : d'argent.

L'exemple le plus récent, même petit, de son influence révoltante que nous pouvions observer est son ingérence dans la législation sur le diagnostic préimplantatoire (DPI). Dès son début réservé pour des cas très spéciaux, le pape essaie même d'empêcher son application déjà limitée. Par le moyen de « definition evading » – une agglomération de quelques cellules ne peut pas être une personne ni un embryon imaginable d'une manière quelconque comme une personne – il cherche à introduire ici sa version moderne du slogan bien connu de « chaque sperme ou chaque ovule est saint ». En fait, le DPI peut servir comme un modèle, même limité, de l'autodétermination au lieu d'être déterminé par autrui, c'est-à-dire par les défauts volontairement acceptés de notre nature.

Mais encore une fois : pour réaliser son but, le pape a besoin d'argent. De l'argent pour payer l'amplification des nombreuses voix de ses fonctionnaires et de ses intercesseurs camouflés présents dans chaque quotidien, dans chaque station émettrice. C'est donc ce flux monétaire garanti par l'Etat auquel nous devons mettre fin.

Bien qu'il doive être toléré, comme toute autre personne, quand il exprime ses opinions absurdes, aussi absurdes et ridicules qu'elles nous paraissent, il ne doit pas être permis de sonner ses cloches modernes à la charge de notre compte bancaire ! Il peut prêcher en faveur des maladies, y inclus des maladies génétiques, au lieu de moyens de diagnostics et de l'absence de malformations, mais il doit prêcher à la charge de son propre compte, comme toute autre association civile, et il ne doit pas propager ses buts inhumains par le moyen de l'argent dérobé et détourné.

A travers le cas du Dr Nittmann, nous avons appris pour la première fois qu'en Allemagne des milliards d'Euros étaient dérobés aux **non-membres** de l'Eglise dans le cas où ils se retrouvent au chômage. Sur la base du Concordat hitlérien – toujours en vigueur jusqu'aujourd'hui – et par l'intermédiaire d'une taxe non constitutionnelle déduite directement de l'allocation de chômage, l'Etat de l'Eglise allemand a pillé 900 Euros dans le seul cas du Dr Nittmann et des milliards d'Euros chez les chômeurs **non-membres** de l'Eglise pendant trente ans. Tout chômeur **non-membre** de l'Eglise en Allemagne était ainsi, et en dépit de son non-

affiliation déclarée, obligé de payer une taxe forcée au bénéfice d'une organisation à laquelle il n'appartenait pas et qu'il ne voulait pas soutenir. C'était grâce à votre support persistant à notre campagne que ce pillage anticonstitutionnel des athées en Allemagne a été arrêté en 2005. Ainsi pour la première fois depuis trente ans, cette déduction anticonstitutionnelle de l'impôt d'Eglise basée sur le Concordat d'Hitler n'est plus appliquée aux non-membres de l'Eglise en Allemagne !

Tandis que cette restauration de la constitution allemande a pu être conquise, il y manque toujours le dédommagement des victimes pillées. La plainte déposée par le Dr Nittmann devant la Cour européenne des droits de l'homme a été rejetée, après trois années d'inaction complète de la part de cette Cour, sans aucune décision judiciaire dûment rendue et motivée. Au lieu de rendre un jugement, la chambre compétente, influencée par l'Allemagne, a simplement déclaré, dans une lettre de quelques lignes, de ne pas pouvoir reconnaître le moindre indice pour une violation de la Convention européenne des droits de l'homme, et cela malgré plusieurs procédures et décisions judiciaires nationales reconnaissant le caractère anticonstitutionnel de ce pillage d'impôts et malgré de milliers de plaintes intentées devant les tribunaux. Ainsi fidèle à la devise qu'une violation du droit ne peut pas exister parce qu'elle ne doit pas exister, le rejet de l'action en indemnité par la Cour européenne reflète le déclin de l'Etat de droit ainsi que la perte de souveraineté des Etats membres récemment subordonnés à la dictature de l'Union européenne asservie au pape. Des constitutions, des droits et des conventions européennes seront seulement respectés s'ils sont surveillés par un public attentif et vigilant. Pour cela les protestations continues n'étaient pas assez fortes.

Néanmoins le cas du Dr Nittmann peut servir comme modèle de ce que nous pouvons atteindre si nous nous allions et si nous agissons ensemble sans relâcher. Il peut servir comme modèle de ce que nous pouvons atteindre si nous renforçons nos activités communes.

Si nous voulons affaiblir le pape, notre but commun doit être de le couper de son flux monétaire constamment accordé.

Nous ne devons pas être jaloux de cet argent accordé et nous ne devons pas essayer d'imiter son organisation qui peut être considérée sans aucun doute comme couronnée de succès. Nous devons suivre la devise « Ecrasez l'infâme » et nous ne devons pas « Envier l'infâme », et pour cela nous devons travailler avec toute force pour le couper de son argent affluant plus que suffisamment. Si nous adoptons le principe qu'aucune association religieuse ne doit recevoir ni de l'argent public ni d'autres subsides de l'Etat, nous devons également soutenir que ce principe soit aussi valable pour toute autre organisation philosophique, y compris athée. Ainsi, dans le cas rare que de l'argent venant de sources publiques nous est offert, nous devrions le prendre, mais **seulement** pour préconiser le principe qu'aucune association philosophique, qu'elle soit religieuse ou non, touche de l'argent public.

Si nous voulons écarter le pape de sa position de commandement, il ne nous faut même pas créer un nouveau modèle laïque. Le laïcisme institutionnel de la France – d'après tout ce que j'ai appris de nos amis français, aujourd'hui tellement souvent contourné par le non-respect de ses règles de loi, non-respect commençant avec le financement public de l'école privé religieux et allant jusqu'à l'interdiction de la burqa dans « l'espace » public – doit simplement être restauré et respecté sous tous ces aspects. Un modèle encore plus parfait qui reflète la primauté de la raison au lieu de la religion n'est pas nécessaire.

Nous devons aussi nous abstenir de toute sorte de sectarisme. Le sectarisme signifie toujours et dans toute situation la capitulation selon le modèle : si deux se bagarrent, le troisième en profitera. La lutte à succès est toujours équivalente au rassemblement de toutes forces dans les points essentiels, ou pour le dire avec Lénine : « Il nous faut défendre les sectes contre le tsarisme. » Ainsi il nous faut les défendre dans le cas où elles sont attaquées par les Eglises majoritaires – des Témoins de Jéhova aux Scientologues, mais cela vaut également pour les Ahmadis ou peut-être dans le futur proche pour les Alaouites syriens contre le pape ou contre l'islam sunnite installé d'après le modèle Taliban.

Ainsi notre devise doit être : Pas de sous pour le pape et pas de privilèges pour n'importe quelle Eglise majoritaire, et surtout nous ne devons fournir au pape aucune raison de rire de nous !

Mettons-nous à sec le bas-fond religieux ! Let us financially drain the religious swamp !

Merci de votre attention.